

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES PALAIS DE JUSTICE DE LONS LE SAUNIER

Marché de réalisation d'un diagnostic produits-matériaux
- déchets et une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage
en réemploi

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Sommaire

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES	1
Palais de Justice de Lons le Saunier.....	Erreur ! Signet non défini.
Marché de réalisation d'un diagnostic produits - matériaux - déchets et une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en réemploi	Erreur ! Signet non défini.
CHAPITRE I - GENERALITES.....	4
1 Objet du présent marché.....	4
2 Définition des intervenants	4
2.1 La maîtrise d'ouvrage – le pouvoir adjudicateur	4
2.2 La maîtrise d'œuvre	4
2.3 Assistants à maîtrise d'ouvrage mandatés par le maitre d'ouvrage	4
2.4 Le titulaire 4	
3 Pièces constitutives du marché	5
3.1 Pièces générales	5
3.2 Forme des notifications et échanges d'information	6
4 Obligations de confidentialité	6
CHAPITRE II - EXECUTION DES PRESTATIONS	8
5 Exécution du marché	Erreur ! Signet non défini.
5.1 Modalités d'exécution	Erreur ! Signet non défini.
5.2 Validation de la mission – Achèvement de la mission.....	8
6 Gestion des documents	8
6.1 Documents à remettre par le maître d'ouvrage.....	8
6.2 Documents à remettre par le titulaire.....	8
7 Délais et prolongation du délai.....	8
8 Pénalités	10
8.1 Pénalités pour retard	10
8.2 Pénalités pour absence à des réunions et visites.....	10
8.3 Pénalités pour non-respect des dispositions du Code du travail	11
8.4 Pénalités pour manquement aux obligations de confidentialité	11
CHAPITRE III - PRIX ET REGLEMENT	12
9 Prix.....	12
9.1 Nature des prix	12
9.2 Contenu des prix	12

9.3	Variation des prix	12
9.4	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	12
10	Modalités de règlement	12
10.1	Répartition des paiements	12
10.2	Avance 13	
10.3	Acomptes et soldes	13
10.4	Paie ment du titulaire	13
10.4.1	Décompte périodique	13
10.4.2	Décompte final	14
10.4.3	Décompte général - Montant du solde	14
10.5	Paie ment des cotraitants et des sous-traitants :	14
10.6	Délais de paie ment	15
CHAPTIRE IV - PROTECTION DES PARTIES		16
APPORTEES PAR LE MARCHE.....		16
11	Assurances	16
11.1	Responsabilités	16
11.2	Assurances 16	
12	Arrêt de l'exécution du marché.....	16
13	Résiliation du marché	16
13.1	Résiliation du marché	16
13.2	Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur	16
13.3	Résiliation aux torts du titulaire.....	17
13.4	Exécution aux frais et risques du titulaire	17
14	Dispositions relatives au travail dissimule et aux travailleurs détachés	17
14.1	Dispositions relatives au travail dissimule.....	17
14.2	Obligations du titulaire au titre du détachement de salariés	18
CHAPITRE V - DIVERS		19
15	Exclusivité – conflits d'intérêts	19
16	Déro gations aux documents généraux.....	19

CHAPITRE I - GENERALITES

1 Objet du présent marché

Le présent marché a pour objet la réalisation d'un diagnostic « produits-matériaux et déchets et une mission d'ingénierie en réemploi », dans le cadre de la restructuration des bâtiments du palais de justice de Lons le Saunier.

L'ensemble des prestations est présenté dans le dossier de consultation

Les missions sont les suivantes :

- Mission 1 : Diagnostic produits-matériaux-déchets
- Mission 2 : AMO déconstruction
 - 2.1 Phase étude curage
 - 2.2 Phase étude restructuration
 - 2.3 Phase travaux curage
 - 2.4 Phase travaux restructuration
- Mission 3 : AMO réemploi,
 - 3.1 Phase étude restructuration
 - 3.2 Phase travaux restructuration

Celles-ci sont décrites dans le CCTP.

2 Définition des intervenants

2.1 La maîtrise d'ouvrage – le pouvoir adjudicateur

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Agence publique pour l'immobilier de la Justice (APIJ) agissant en tant que mandataire et pouvoir adjudicateur au nom et pour le compte du ministère de la Justice.

2.2 La maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre de l'opération sera assurée par un architecte. Ce dernier est entouré d'un ensemble de cotraitants notamment pour les compétences techniques (BET fluides, BET structure...)

2.3 Assistants à maîtrise d'ouvrage mandatés par le maître d'ouvrage

L'Agence publique pour l'immobilier de la Justice pourra faire appel à différents assistants à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'opération, lors des différentes phases d'études et de réalisation. Ils interviendront sur des domaines différents ou complémentaires à la mission du titulaire.

Le titulaire sera amené à dialoguer avec eux.

Les coordonnées des éventuels AMO seront communiquées.

2.4 Le titulaire

Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel nécessaire à l'exécution des prestations, tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation, et a minima conformément à sa proposition.

Le titulaire désignera un unique interlocuteur pour le maître de l'ouvrage. Cet interlocuteur est qualifié pour représenter le titulaire auprès du pouvoir adjudicateur, pour piloter la mission et pour signer au cours de l'exécution du marché tous les documents prévus au CCTP.

Sauf accord du maître d'ouvrage, le titulaire ne doit remplacer la personne physique qu'à l'occasion d'indisponibilité temporaire de celle-ci qui n'est pas du fait du titulaire. En cas d'indisponibilité définitive qui n'est pas du fait du titulaire, la nouvelle personne physique désignée par le titulaire (y compris son suppléant) doit être acceptée par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI :

- Le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au 3.4.3 du CCAG-PI ;
- L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par une décision écrite du Pouvoir Adjudicateur.
- si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Le titulaire assure dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouvelle personne physique désignée pour le remplacer ou lui succéder ou, à défaut, au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal.

3 Pièces constitutives du marché

3.1 Pièces générales

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, indiquées par ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la maîtrise d'ouvrage fait seul foi :

Pièces particulières :

- l'acte d'engagement, et ses annexe
 - Annexe 1: répartition des paiements entre cotraitants
 - Annexe 2 : formulaire d'agrément des sous-traitants
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le mémoire technique remis par le titulaire dans son offre, qui n'est contractuel que pour les engagements allant au-delà des exigences figurant dans les pièces susvisées ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire, qui n'aura de valeur contractuelle que pour les prix unitaires servant à la rémunération de prestations modificatives ou supplémentaires.

Pièces générales :

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars de 2021.

3.2 Forme des notifications et échanges d'information

Les conditions d'utilisation des moyens dématérialisés de notifications et d'échanges d'information déterminées par ordre de préférence sont :

- Notification par mail : réponse obligatoire par mail du titulaire type : « j'accuse réception..... » ;
- Directement au titulaire ou à son représentant dûment qualifié (délégation de signature) contre récépissé ;
- Lettre recommandée avec avis de réception.

4 Obligations de confidentialité

Le titulaire du marché est tenu à une obligation de discrétion concernant tous les documents qui lui seront communiqués au cours de l'exécution du marché.

Il devra veiller à les maintenir confidentiels en prenant toutes les mesures nécessaires.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire sont réputés confidentiels.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf instruction contraire du MOA ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues l'article 8 du présent CCAP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

CHAPITRE II - EXECUTION DES PRESTATIONS

5 Validation de la mission – Achèvement de la mission

Les missions ne seront considérées comme achevées que lorsque l'ensemble des tâches constitutives des dites missions auront été effectuées et que les rapports, comptes rendus et livrables auront été validés par le pouvoir adjudicateur.

Après réalisation de la prestation, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, pour décider de la validation, conformément à l'article 28.2 du CCAG-PI.

6 Gestion des documents

6.1 Documents à remettre par le maître d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage mettra à disposition du titulaire les documents en sa possession qui seraient nécessaires à la réalisation des prestations.

6.2 Documents à remettre par le titulaire

Les documents à remettre par le titulaire à l'occasion de la réalisation des prestations sont précisés dans le CCTP.

7 Délais et prolongation du délai

La durée du marché est précisée à l'article 5 de l'acte d'engagement.

Les délais d'exécution de chaque mission et, de chaque élément de mission sont indiqués ci-dessous.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le titulaire peut bénéficier des dispositions de l'article 13.3.1 du CCAG-PI si le pouvoir adjudicateur constate la survenance d'événements faisant obstacle à l'exécution de sa mission dans le délai contractuel. L'importance de la prolongation de délai est débattue entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. La décision est prise par celui-ci et notifiée au titulaire.

Le tableau ci-après fixe, pour les principaux éléments de mission, des délais (en semaines ou jours calendaires), leurs points de départ.

Élément de mission	délai	Point de départ du délai
Mission 1		
Réunion de lancement	1 semaine	à compter de la notification du marché
Mission et production des livrables	7 semaines	à compter de la date de la réunion de lancement
Mission 2		
2.1 Phase étude curage		
Note initiale de stratégie	1 mois	à compter de la demande du maître d'ouvrage

Élément de mission	délai	Point de départ du délai
Etude de marché-rapport de recherche des débouchés	1 mois	à compter de la demande du maître d'ouvrage
Analyse APD et propositions pour le PRO	15 jours	à compter de la transmission du dossier APD par le maître d'ouvrage
DCE-feuille de route déconstruction	15 jours	à compter de la demande du maître d'ouvrage
Analyse des offres des entreprises	15 jours	à compter de la transmission des offres par le maître d'ouvrage
2.2 Phase étude restructuration		
Maj note stratégie	15 jours	à compter de la demande du maître d'ouvrage
Maj étude de marché-rapport de recherche des débouchés	15 jours	à compter de la demande du maître d'ouvrage
Analyse APS	15 jours	à compter de la transmission du dossier APS par le maître d'ouvrage
Analyse APD et propositions pour le PRO	15 jours	à compter de la transmission du dossier APD par le maître d'ouvrage
Analyse PRO	15 jours	à compter de la transmission du dossier PRO par le maître d'ouvrage
DCE-feuille de route déconstruction	15 jours	à compter de la demande du maître d'ouvrage
Analyse des offres des entreprises	15 jours	à compter de la transmission des offres par le maître d'ouvrage
2.3 Phase travaux curage		
Etablissement CR de chantier ou visite	2 jours	Réunion de chantier ou visite
Rapport mensuel de suivi des objectifs		
2.4 Phase travaux restructuration		
Etablissement CR de chantier ou visite	2 jours	Réunion de chantier ou visite
Rapport trimestriel de suivi des objectifs		
Mission 3		

Élément de mission	délai	Point de départ du délai
3.1 Phase étude restructuration		
Note stratégie	15 jours	à compter de la demande du maître d'ouvrage
Note de propositions-APS	15 jours	à compter de l'organisation de l'atelier de travail
Mise à jour de la note-APD	15 jours	à compter de l'organisation de l'atelier de travail
Mise à jour de la Note-PRO	15 jours	à compter de l'organisation de l'atelier de travail
Analyse DCE	15 jours	à compter de la demande du maître d'ouvrage
Analyse des offres des entreprises	15 jours	à compter de la transmission des offres par le maître d'ouvrage
3.2 Phase travaux restructuration		
Etablissement CR de chantier ou visite	3 ans	2 jours
Rapport trimestriel de suivi des objectifs		

8 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, il sera appliqué au titulaire les pénalités détaillées ci-dessous. Ces pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

8.1 Pénalités pour retard

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date d'achèvement réelle des prestations et la date limite initialement fixée

La pénalité pour retard est forfaitaire, d'une valeur de 100€ HT par jour de retard pour le rapport ou l'élément de mission non remis dans les délais fixés à l'article 7 du CCAP.

Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

8.2 Pénalités pour absence à des réunions et visites

Il sera appliqué au titulaire une pénalité de 100 € HT pour toute absence à des réunions et visites où sa présence est prévue conformément au CCTP et à laquelle il n'a pas été excusé. Le délai de convocation aux réunions est de 7 jours calendaires.

Nota : la représentation du titulaire par une personne non habilitée à prendre des décisions ou à l'engager équivaut à une absence.

8.3 Pénalités pour non-respect des dispositions du Code du travail

En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 14 du présent CCAP, une pénalité de 300 € HT par constat sera appliquée.

Une pénalité de 5000 € HT sera appliquée dès que le représentant du pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail.

8.4 Pénalités pour manquement aux obligations de confidentialité

S'agissant des obligations de confidentialité détaillées à l'article 4 du présent CCAP, les pénalités suivantes seront appliquées :

2000 € HT par occurrence pour non-respect des obligations contractuelles de confidentialité ;

1000 € HT par jour calendaire de retard pour dissimulation ou non déclaration dans le délai précisé à l'article 4 du présent CCAP de tout incident touchant aux obligations de confidentialité ;

Les deux pénalités pourront le cas échéant, se cumuler.

CHAPITRE III - PRIX ET REGLEMENT

9 Prix

9.1 Nature des prix

Le marché est rémunéré par le montant global et forfaitaire détaillé dans la DPGF.

9.2 Contenu des prix

Les prix sont établis hors TVA. Ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché y compris les fournitures, les locations, les déplacements, les frais généraux impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du marché sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations. Les prix tiennent compte de la réalisation de l'ensemble des prestations décrites au CCTP.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération de la part de tiers dans le cadre des missions qui lui seront confiées au titre du présent marché.

9.3 Variation des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précisé en page 2 de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé mois zéro ou encore « mois Mo ».

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index d'ingénierie I publié bulletin officiel et au moniteur des travaux publics et du bâtiment.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 (I_m - 4 / I_o - 4)$$

dans laquelle :

$I_o - 4$: valeur index ingénierie quatre mois avant le mois Mo (mois d'origine), $I_m - 4$: index ingénierie quatre mois avant le mois pris en compte pour la détermination de la valeur finale de celui-ci. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes ou des paiements partiels définitifs.

9.4 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés, en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur.

10 Modalités de règlement

10.1 Répartition des paiements

Les pièces de liquidation (situations, décomptes, états d'acomptes) sont calculées, diffusées et échangées à l'aide d'un outil informatique de gestion financière (système d'échanges de données informatiques EDIFLEX).

L'utilisation de ce système retenu par le maître d'ouvrage est obligatoire pour le titulaire.

Le système sera utilisé dès sa mise en place pour l'établissement des pièces justificatives des acomptes et du solde (calcul des coefficients de révision, état de la révision, état de la T.V.A.).

10.2 Avance

L'option A du CCAG-PI s'applique.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-5 du Code de la commande publique, une avance sera versée au titulaire, sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement.

Le paiement de l'avance intervient, sans formalités, dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est égal à 5% du montant initial du marché.

Le montant de l'avance ne sera ni révisé ni actualisé.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dans les conditions fixées aux articles R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

10.3 Acomptes et soldes

Le titulaire peut demander des acomptes.

Le montant dû au titre des parts des missions, sous-missions ou des éléments de mission tels que résultant de la DPGF est exigible à l'approbation des prestations correspondantes, après production des documents dus par le titulaire. Il pourra cependant être versé des acomptes correspondant au plus à 80% de la prestation concernée (missions, sous-missions ou des éléments de mission).

Par ailleurs, les demandes de paiement peuvent intervenir sur plusieurs éléments de mission.

Après approbation par le maître de l'ouvrage de chaque part de prestations concernée, le titulaire pourra déposer la situation soldant sa mission concernée ou l'élément de mission.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI les acomptes ne sont pas notifiés au titulaire du marché.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, le solde n'est pas notifié au titulaire du marché sauf en cas de désaccord sur le montant des prestations exécutées ou sur l'application de pénalités ou de réfections.

10.4 Paiement du titulaire

Les demandes de paiement correspondantes seront adressées au pouvoir adjudicateur via le système EDIFLEX.

10.4.1 Décompte périodique

La demande d'acompte est établie par le titulaire. Elle indique les prestations effectuées. La demande d'acompte est établie par le titulaire dans EDIFLEX ou équivalent. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le commencement du marché jusqu'à la phase considérée et le prix évalué en prix de base hors T.V.A.

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande d'acompte sous forme de projet de décompte établissant le montant en prix de base des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution des prestations réalisées, abstraction faite des pénalités pour retard et réfaction.

Le pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché (voir article 8 du présent CCAP).

Le projet de décompte ainsi complété devient alors le décompte.

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est déterminé par le pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- a) le montant du décompte ci-dessus établi en prix de base,
- b) l'effet de la révision appliquée sur le montant a) ci-dessus,
- c) l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance,
- d) les pénalités et réfections éventuelles,
- e) l'incidence de la T.V.A. le cas échéant
- f) le montant total de l'acompte à verser ; ce montant étant la récapitulation des postes - a), b), c), d) et e) - ci-dessus

10.4.2 Décompte final

Après notification de la décision de réception ou de fin de mission, le titulaire adresse sa demande de paiement du solde au service facturier de l'APIJ.

Si après avoir été mis en demeure de le faire, le titulaire ne produit pas de demande de paiement dans un délai de 45 jours courant à compter de la réception des prestations, le pouvoir adjudicateur peut procéder d'office à la liquidation. Le pouvoir adjudicateur établit le décompte. Ce dernier est notifié au titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises.

Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande de paiement présentée par le titulaire.

10.4.3 Décompte général - Montant du solde

Le pouvoir adjudicateur établit l'état de solde faisant ressortir :

- a) la différence entre le montant du décompte final ci-dessus et le montant du décompte antérieur,
- b) l'effet de la révision appliqué sur le montant ci-dessus,
- c) les pénalités et réfections éventuelles,
- d) l'incidence de la T.V.A.
- e) le montant du solde à verser au titulaire, ce montant étant la récapitulation des postes - a), b), c) et d) - ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur établit ensuite le décompte général qui comprend :

- le décompte final
- l'état de solde
- la récapitulation des acomptes périodiques et du solde.

10.5 Paiement des cotraitants et des sous-traitants :

- a) Pour les cotraitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer.

- b) Pour les sous-traitants

Le paiement des sous-traitants est effectué conformément aux dispositions des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

10.6 Délais de paiement

Le délai global de paiement maximum imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder au règlement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours, hors demande de paiement incorrect, à compter de leur réception par ses soins.

Le dépassement du délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires selon la réglementation et le taux en vigueur.

CHAPTIRE IV - PROTECTION DES PARTIES APPORTEES PAR LE MARCHE

11 Assurances

11.1 Responsabilités

Le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

11.2 Assurances

Conformément au décret 2021-822 du 25 juin 2021, le titulaire doit être titulaire d'une assurance permettant de couvrir les conséquences pécuniaires d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses missions et dont le montant de la garantie ne peut être inférieur à 300 000 euros par sinistre et 500 000 euros par année d'assurance.

Le titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Dès notification du marché, en dérogation à l'article 9.2 du CCAG PI, le titulaire s'engage à adresser au maître d'ouvrage son attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun valable dès le début de sa mission jusqu'à la fin de son intervention, il s'engage alors à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1^{er} trimestre de chaque année, une attestation dont la date de validité sera en cohérence avec la durée de sa mission.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage, sans indemnisation.

12 Arrêt de l'exécution du marché

En application de l'article 22 du CCAG-PI, la prestation peut être arrêtée au terme de chaque mission, sous-mission, ou élément de sous-mission assortie d'un montant du marché défini au CCTP, celles-ci étant assimilées à des parties techniques distinctes au sens de l'article précité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

13 Résiliation du marché

13.1 Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

13.2 Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur

Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul de la somme forfaitaire à verser au titulaire, en application de l'article 40 du CCAG-PI, pour la partie résiliée en cours d'exécution, est fixé à 5%.

13.3 Résiliation aux torts du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis conformément aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-9 et R2143-16 du code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure.

Le marché peut également être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise au pouvoir adjudicateur des documents prévus aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 du Code du travail et/ou si celui-ci n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail.

13.4 Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire,

14 Dispositions relatives au travail dissimulé et aux travailleurs détachés

14.1 Dispositions relatives au travail dissimulé

Le titulaire du marché est tenu de remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire du marché est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit, à la plateforme en ligne E ATTESTATIONS afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses cotraitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

14.2 Obligations du titulaire au titre du détachement de salariés

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail.

CHAPITRE V - DIVERS

15 Exclusivité – conflits d'intérêts

Le titulaire du marché et, le cas échéant, les sociétés cotraitantes du groupement titulaire, ainsi que les éventuels sous-traitants, s'engagent, sous peine de résiliation à leurs torts, à signaler au pouvoir adjudicateur, pendant la durée d'exécution du marché, toute situation ou tout événement susceptible de faire naître un conflit d'intérêt entre l'exécution des missions faisant l'objet du présent marché, et leur structure capitalistique, leurs liens avec d'autres entreprises et/ou leur politique commerciale.

Le titulaire devra alors soumettre à l'approbation du pouvoir adjudicateur les dispositions qu'il se propose de mettre en œuvre pour faire disparaître ce conflit d'intérêt.

Est ici entendu comme conflit d'intérêt toute situation dans laquelle le titulaire, ses cotraitants et les sous-traitants seraient amenés à porter un jugement ou à participer à une prise de décision, dont eux-mêmes pourraient tirer un bénéfice direct ou indirect dans le cadre de leurs activités. Cela recouvre notamment les cas suivants :

- Evaluation d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Evaluation d'un projet concurrent d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait avantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait désavantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts.

En particulier, le titulaire devra signaler au pouvoir adjudicateur tout accord commercial que le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants, détient ou envisage auprès des sociétés candidates à la consultation pour l'attribution du marché de conception-réalisation et aménagement.

16 Dérogations aux documents généraux

Par dérogation à l'article 1 du CCAG PI, il n'est pas prévu d'article récapitulant les dérogations du présent document au CCAG auquel il se réfère.

Fin du document